

LA REDACTION DE
RASSEMBLER
A GAUCHE

Amaury Couderc,
Robert Duguet,
Pierre Déjean,
Sylvie Mayer,
Cyril Robert Broux
et Jacques Adrien

VOUS SOUHAITENT
LEURS MEILLEURS
VOEUX

pour l'an neuf

N° 4 janvier 1993

RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

IL NE SERVIRA A RIEN D'AJOUTER LA GUERRE A LA GUERRE...

(Août 1992, François Mitterrand, Président de la République)

Editorial par Amaury Couderc

Le "nouveau désordre international" s'installe durablement au coeur de l'Europe.

Que pour défendre et étendre ses intérêts l'Allemagne ait reconnu prématurément la Croatie, et du même coup accéléré le démembrement de la Yougoslavie, c'est un fait.

Encore est-il important de préciser que cette reconnaissance s'est faite sans véritable opposition de la France, trop soucieuse de maintenir de bonnes relations avec l'Allemagne à la veille des accords de Maastricht, tout cela au détriment de ses alliances naturelles, historiques et de ses

propres intérêts à long terme dans cette région. Intérêts qui se confondent avec le maintien d'un état Yougoslave pluri-ethnique et multi-confessionnel. L'Europe de Maastricht et le soutien du franc fort par la "bundesbank" contre la reconnaissance de la Croatie, c'est-à-dire la déstabilisation et la guerre dans les Balkans; nos diplomates ont fait le choix, les munichois se sont eux, et non ceux qui aujourd'hui refusent une intervention armée qui ne résoudrait rien.

Mais il n'en reste pas moins vrai, que même si l'on regrette cet état de fait, les différents états nouvellement créés, et en particulier la Bosnie Herzégovine, ont des fondements historiques réels. Dans le temps les sentiments nationaux se sont .../...

PARTAGER LE TRAVAIL... OU LES PROFITS?

par Sylvie Mayer, député européen

Pour combattre le chômage, certains disent, des verts au patronat, en passant par Jacques Guyard, qu'il faudrait partager le travail, et pour certains, même les salaires.

Pour expliquer cette proposition, plusieurs raisons sont avancées: "avec le progrès, la productivité augmente", ou encore, "la planète ne peut supporter plus de productions qui polluent et prélèvent trop de ressources naturelles", ou encore, "on consomme trop..."

Ces idées méritent vraiment le débat.

Et d'abord y-a-t-il trop de tout? Les besoins des hommes sont-ils pleinement satisfaits?

Manque de place dans les crèches, les maternelles ou les hôpitaux, faible accès des jeunes à la culture, dépendance accrue de notre économie vis-à-vis d'autres pays pour la production de biens d'équipements, de produits agro-alimentaires, de puces électroniques etc... donnent des éléments de réponse.

Quand à notre planète, ce n'est pas de surproduction qu'elle souffre, mais de gâchis: les guerres et la fabrication d'armement, par exemple. Quant aux pollutions par les marées noires ou par le trafic de camions, aux encombrements géants autour des villes .../...

Directeurs de rédaction : A. Couderc, R. Duguet et P. Dejean , S. Mayer et C.-R. Broux
Directeur de la publication : J. Adrien

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la Gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations politiques de Gauche et des inorganisés ; les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

IL NE SERVIRA A RIEN D'AJOUTER LA GUERRE A LA GUERRE...

suite

développés différemment en fonction de l'appartenance territoriale à telle ou telle zone d'influence historique culturelle ou culturelle: Empire Austro-Hongrois, Empire Ottoman, catholique, orthodoxe, etc...

Aujourd'hui la redistribution des cartes entre les puissances européennes entraîne l'Allemagne réunifiée à étendre sa zone d'influence sur la Slovénie et la Croatie. La Serbie pour sa part tente de maintenir un bloc serbe en s'appuyant sur la Russie. La Croatie et la Slovénie espèrent appartenir à la zone européenne "développée". On comprend mieux ainsi qu'il s'agit en fait de redéfinir la nouvelle "frontière Sud" de l'Europe qui se trace dans le sang et les larmes au travers d'un territoire peuplé de longue date à la fois par des croates et des serbes, mais aussi, et le problème pour l'Europe est là, d'une majorité de musulmans dont la volonté politique est historiquement liée à l'existence d'une région: la Bosnie Herzégovine, dont ils défendent l'existence et l'indépendance en tant que république multi-communautaire.

Très majoritaire dans les villes, ils n'ont qu'une majorité relative (40 à 45 %) sur l'ensemble de la République. Le président bosniaque Itzbegovic a été élu au suffrage universel et pour sa part s'en tient au principe du respect des frontières entre républiques de l'ex-Yougoslavie.

PARTAGER LE TRAVAIL... OU LES PROFITS?

suite

ou la pollution des fleuves du tiers-monde par des usines chimiques, ils ne seront pas résolus en arrêtant la production, mais plutôt en produisant AUTREMENT. On ne peut ici développer faute de place, mais cela nécessite aussi de nouvelles relations avec le tiers-monde, un nouvel ordre international en quelque sorte.

Cela implique un partage, certes. Mais ne serait-ce pas plutôt celui des richesses et des profits, plutôt que celui du travail... en bref, une vraie solidarité?

Dans ce cadre, partage du travail pourrait signifier plus de temps pour la formation, le loisir, le repos, ce qui est déjà une façon de produire autrement... Le débat est ouvert...

Si le nationalisme, avec volonté hégémonique, expulsion d'autres peuples (purification ethnique) oppression, ... est éminemment condamnable, par contre il serait vain de nier l'émergence d'un sentiment national, compréhensible et légitime. Cette déstabilisation d'un pays: la Yougoslavie, au coeur de l'Europe, a entraîné par voie de conséquence une horrible guerre civile et il ne saurait y avoir d'échelle de valeurs pour qualifier les exactions des uns ou des autres, sinon pour dire que ce sont tout de même les musulmans qui en sont les principales victimes. En France l'étalage de tous ces crimes à longueur de journal télévisé a, comme dans le cas de la Somalie, créé les conditions psychologiques et préparé l'état d'esprit des français à espérer une intervention armée pour "arrêter CA". Cela peut se comprendre, mais ce que je récusé, c'est que, des hommes qui se veulent des responsables politiques de droite ou de gauche aient donné dans l'hystérie interventionniste armée en utilisant des procédés d'amalgame. Même si l'on condamne avec la dernière énergie

les crimes et les viols, même si l'on demande la condamnation des assassins pour crimes contre l'humanité, même si l'on dénonce les exactions des milices serbes et Milosevic lui même, il n'en reste pas moins que les armées serbes ne présentent pas aujourd'hui les risques pour le reste de l'Europe que présentaient hier les armées hitlériennes et que sous cet aspect il n'est pas possible de faire cette assimilation absurde et comparer Milosevic à Hitler lui même, cela ne sert pas la cause de la paix. Ces responsables politiques savent, eux, les conséquences réelles d'une intervention étrangère armée dans un tel imbroglio, ils savent que ce serait extrêmement difficile sur le plan militaire, très coûteux en vies humaines et en dernier ressort dans le meilleur des cas, lorsque la Bosnie aurait été "libérée", lorsqu'on aurait chassé ou tué des milliers de bosniaques, serbes, croates ou musulmans. Quelle serait la solution? Faudrait-il maintenir "vitam-eternam" une armée étrangère en Bosnie? Quelle solution politique? aucune.

Ce bulletin est le votre, aidez-nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom _____ Adresse n° _____ rue
Prénom _____ Ville _____

Je verse la somme de 50 F. 100F. autre

A retourner à A. Couderc, le Clos, Boissy-sous-Saint-Yon, 91790

Code postal _____

IL NE SERVIRA A RIEN D'AJOUTER LA GUERRE A LA GUERRE...

suite

Quelle crédibilité aurait un gouvernement installé dans les fourgons d'armées étrangères?. Surtout lorsque l'on sait que les plus atteints et les plus concernés, c'est-à-dire les musulmans, eux-mêmes récuse cette intervention armée étrangère parce qu'ils savent qu'elle ne résoudrait rien et ne ferait que généraliser la guerre à d'autres républiques de l'ex-Yougoslavie. La communauté musulmane demande simplement que l'embargo ne se retourne pas finalement uniquement contre elle, ce qui est le cas. Ils savent, eux, qu'une intervention militaire étrangère ne ferait qu'exaspérer encore plus les haines et éloignerait pour longtemps toute solution négociée entre les diverses communautés. Certes le plan Vance-Owen tel qu'il est présenté aujourd'hui est une reconnaissance de fait d'un regroupement des populations sur des bases ethniques et en cela il est difficilement acceptable parce qu'il contient à terme les ingrédients d'un dépeçage de la Bosnie en tant qu'état souverain au profit des croates et des serbes, mais il n'est qu'une proposition et on peut faire confiance aux intéressés, c'est-à-dire en premier lieu aux bosniaques eux mêmes pour savoir ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas dans les circonstances présentes. Des amorces d'accord apparaissent aujourd'hui entre ces différentes communautés sur les bases d'une reconnaissance d'une république bosniaque pluri-ethnique, pluri-confessionnelle et multi-culturelle. Le rôle des forces de progrès dans notre pays n'est pas de mettre de l'huile sur le feu, mais de favoriser toutes les

solutions susceptibles d'arrêter cette guerre par le dialogue et la diplomatie. On n'arrêtera pas la guerre par la guerre. Ecoutons plutôt Goran Brégovic, Compositeur natif de Sarajevo, ville martyre: "*Sarajevo était comme Paris, un carrefour où chacun se mélangeait, s'enrichissait de l'autre. La culture était là. Serbes, croates, juifs, musulmans, tous vivaient là depuis toujours. Maintenant ce n'est plus rien qu'un rêve détruit, et ils sont TOUS coupables. Moi je serai avec celui qui va perdre... Maintenant l'Occident parle d'intervention sans se rendre compte que ce serait la pire des choses qui soit, que cela poserait les bases de guerres futures, ils pensent à EUX, pas à nous...*" □

MANIFESTATION NATIONALE contre le racisme et pour l'égalité des Droits

**Samedi 6 Février 1993
à 14h30
Place de la République
A l'appel de SOS Racisme,
du MRAP,
de la LICRA et la FASTI**

LE MOUVEMENT DES CITOYENS ET SA DEUXIEME CONVENTION par Robert Duguet

Le deuxième week-end de décembre, le Mouvement des Citoyens a tenu à Champs-sur-Marne (77) sa deuxième convention nationale. La première s'était réunie à Belfort à la fin du mois d'août 1992, soit 20 jours avant le référendum portant sur la

ratification du Traité de Maastricht, alors que les militants du courant Socialisme et République faisaient une campagne efficace pour un non de gauche. Jean-Pierre Chevènement et ses amis s'étant inscrits depuis la guerre du Golfe dans une logique claire de refus du libéralisme, il est évident que pour une gauche aujourd'hui sans représentation politique, le Mouvement des Citoyens crée un appel d'air sérieux.

1 200 dossiers ont été retirés à l'entrée de la Convention, ce qui atteste une participation qu'il faut estimer importante dans la situation politique actuelle: aucun courant politique n'a été capable de tenir une réunion de ce type. Par ailleurs un peu plus de 50% des militants présents n'ont pas de passé dans une organisation ou n'ont pas appartenu à Socialisme et République comme courant du Parti Socialiste. Parmi ces hommes nouveaux on peut apprécier le fait qu'il s'agit d'une génération jeune. La journée du samedi a été consacrée à une libre confrontation des points de vue entre responsables locaux ou départementaux: sans doute la caractéristique politique essentielle de cette réunion est donnée par une profonde volonté des militants de redéfinir une politique à gauche, ceci n'étant plus compatible avec le maintien de liens avec le PS. D'une manière ou d'une autre les interventions réclamaient du Mouvement des Citoyens qu'il se définisse clairement vis à vis du PS: beaucoup de délégués estimant qu'il n'était guère possible de construire une nouvelle organisation politique sans que les amarres avec la vieille maison soient rompues clairement. Par contre l'intervention de .../...

LE MOT EN TROP

par Pierre Déjean

"Médecins du monde" est une organisation admirable (comme d'autres d'ailleurs). Partout où naissent des conflits, où règne la misère, "Médecins du monde" est toujours prête à intervenir pour soigner et secourir tous les êtres humains qui souffrent. Le dévouement de ses médecins, de ses adhérents n'est plus à vanter: ils sont reconnus partout.

Malgré cela, ou plutôt à cause de cela, il me faut dire que je n'approuve pas la campagne par voie d'affichage, de presse et de télévision menée début janvier par cette organisation concernant la guerre civile ravageant actuellement une partie de l'(ex-) Yougoslavie. Et cela pour au moins trois raisons.

La première, c'est qu'en se lançant dans une telle campagne, en prenant parti (même à juste titre) dans un conflit, "Médecins du monde" se met en situation de ne plus pouvoir exercer son action dans nombre d'endroits où l'on ne la tolère qu'à cause de sa neutralité. En déplaçant son champ d'intervention de l'humanitaire au politique, "Médecins du monde" risque (en continuant) de se couper de certains de ses soutiens qui ne trouveront plus le lieu de rassemblement à vocation universelle.

Le deuxième raison est que, quelque soit ce que l'on pense des événements en (ex-) Yougoslavie, quelque soit la condamnation que l'on puisse prononcer à l'égard de la politique de purification ethnique, rien n'est plus dangereux que de procéder par amalgame. Milosevic n'est pas Hitler, et la situation politique en Europe dans les années 30/40

n'est pas la même que celle en (ex-) Yougoslavie aujourd'hui. Enfin, troisième raison, le slogan accompagnant les images et condamnant "les crimes contre l'humanité du nationalisme serbe". Condamnation légitime... s'il n'y avait un mot de trop: "serbe" tout simplement. Quand on choisit son camp, mieux vaut le faire avec précision. Et le slogan est ambigu. Dans la guerre qui sévit en (ex-) Yougoslavie, le choix n'est pas à faire des croates (ou des bosniaques) contre les serbes, car s'est de situer sur le terrain des nationalistes (ethnique, religieux, linguistique ou autre) et c'est le nationalisme, pourvoyeur d'exclusion, qui est condamnable. Pour ma part, le choix à faire est celui de la démocratie (et il y a de nombreux démocrates serbes!) et d'un état laïque qui peut seul intégrer toutes les ethnies et toutes les religions en les laissant dans le domaine privé individuel.

BREVES

GATT:

Conséquence directe des accords européens de la PAC, dans le secteur de l'agro-alimentaire 4000 suppressions d'emplois sont programmées avant le 1er mars 1993.

Conseil de Pierre Bérégovoy aux ministres concernés:

Pas de hausse de salaire dans le secteur public supérieure à 2,6%.

23 janvier 1993:

Journée et manifestation en faveur d'un "projet de loi pour la Jeunesse" à l'initiative de la Jeunesse Communiste, avec la participation du MRAP et d'Action Egalité.

LE MOUVEMENT DES CITOYENS ET SA DEUXIEME CONVENTION

suite

JP Chevènement et l'attitude de la direction du Mouvement qui justifiait encore une attitude critique vis à vis du PS jusqu'aux législatives de mars, a été mal ressentie par une grosse majorité de militants. C'est la question de la démocratie interne du Mouvement qui se trouve de ce fait posée.

C'est vrai par ailleurs qu'un certain nombre de circonstances atténuantes peuvent naturellement être posées: il n'y a pas de démocratie sans organisation. Pour contrôler une direction, il faut qu'un mouvement politique se dote des structures démocratiques adéquates; ce n'est pas encore le cas. Quant à la rupture avec le PS, on peut juger que dans la situation de responsables ou d'élus qui sont encore dans ce parti, la situation n'est que peu favorable pour la consommer aujourd'hui. La situation créée par Maastricht eut sans doute été infiniment plus favorable pour le faire.

En tout cas dans la multitude de groupes, d'associations politiques, de courants qui tentent aujourd'hui de redéfinir une perspective à gauche, il est d'ores et déjà évident que le Mouvement des Citoyens va devenir une force incontournable.

1er février 1993:

Grève nationale à l'appel de quatre syndicats d'enseignants des lycées professionnels: SNETAA (ex FEN), SGEN-CFDT, SNLC-FO, UNSEN-CGT. Pour s'opposer à la suppression de 750 postes prévue dans le budget adopté par le parlement.